

## **Table of Contents**

- ***Raids spectaculaires de police dans des centres de yoga roumains en France : les faits (I)***
- ***Spectacular simultaneous SWAT raids on Romanian yoga centers in France: Fact checking (I)***
- ***The EU Court of Justice protects converts to Christianity***
- ***Malgré le rejet du Sénat, la France adopte une nouvelle loi anti-sectes***
- ***France passes new anti-cult law against Senate's opposition***
- ***FECRIS, atheism, and support for the Russian war against Ukraine***
- ***Sarkozy urges Macron to recognize the genocide of the Assyro-Chaldeans***

---

## **Raids spectaculaires de police dans des centres de yoga roumains en France : les faits (I)**

### ***Opération Villiers-sur-Marne : Témoignage***

Par Willy Fautré, directeur de *Human Rights Without Frontiers*

Le 28 novembre 2023, peu après 6 heures du matin, une équipe SWAT d'environ 175 policiers portant des masques noirs, des casques et des gilets pare-balles, ont simultanément fait des descentes dans les locaux de huit maisons et appartements situés à Paris et dans la région parisienne mais aussi à Nice, fusils semi-automatiques en mains. Ils ont défoncé les portes d'entrée et couru dans les escaliers tout en criant des ordres.

Les lieux perquisitionnés étaient utilisés pour des retraites spirituelles par des pratiquants de yoga liés à l'école de yoga MISA en Roumanie. En ce matin fatidique, la plupart d'entre eux étaient encore au lit. Quelques-uns étaient dans la cuisine en train de faire bouillir de l'eau pour une tisane. Les policiers masqués ont menotté un certain nombre d'entre eux, les ont obligés à rester dehors sans manteau ni chaussures dans le froid, puis les ont emmenés en bus au commissariat.

Bilan de cette vaste opération : quelques dizaines de personnes ont été arrêtées, dont 15 – 11 hommes et 4 femmes, tous de nationalité roumaine – ont été inculpées pour « traite d'êtres humains », « séquestration » et « abus de faiblesse » en bande organisée.

Gregorian Bivolaru (72 ans), l'un des fondateurs et chef spirituel de MISA, faisait partie des personnes arrêtées, mais dans son cas, il était recherché par la Finlande sous l'accusation d'abus sexuels commis sur des femmes finlandaises en France il y a plusieurs années.

Dans le cadre d'un travail de recherche intitulé "[The Controversies Around Natha Yoga Center in Helsinki: Background, Causes, and Context](#)", le professeur Liselotte Frisk, décédée depuis lors, (Université de Dalécarlie, Falun, Suède) a mené une enquête approfondie sur les allégations retenues contre Bivolaru en Finlande (pp 20, 21, 27).

Tant qu'une décision de justice n'a pas confirmé la validité desdites accusations, Gregorian Bivolaru jouit de la présomption d'innocence, comme n'importe quel citoyen ordinaire ou célèbre personnalité publique.

Aucune femme interrogée dans le cadre de l'opération du 23 novembre 2023 n'a porté plainte contre lui.

Depuis cette perquisition, Bivolaru et cinq autres personnes sont toujours maintenues en détention provisoire en France.

*Human Rights Without Frontiers* a pris contact Me C. C. (\*), qui pratique le yoga avec MISA depuis 20 ans. Elle était dans le centre de yoga de Villiers-sur-Marne au moment des faits. De 2002 à 2006, elle a étudié à la Faculté d'histoire et de philosophie de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca (Roumanie). En 2005-2006, elle était journaliste au quotidien national Roumanie Liberă. Voici son témoignage sur le raid :

**Q. : Vous pratiquez le yoga dans le groupe MISA en Roumanie depuis 20 ans mais alors que vous étiez en retraite spirituelle à Villiers-sur-Marne, il y a eu une opération musclée contre le groupe. Pouvez-vous me dire ce qui s'est passé ?**

Je suis allée plusieurs fois en France pour de telles retraites depuis 2010 et j'aime beaucoup ça. C'est pourquoi l'année dernière j'avais prévu de rester encore deux mois à Villiers-sur-Marne, de fin septembre à fin novembre. J'ai réservé un vol pour Paris et des amis sont venus me chercher à l'aéroport pour m'emmener au centre de yoga.

Tôt le matin, des forces de police ont fait une entrée spectaculaire dans notre centre où des dizaines de pratiquants de yoga étaient hébergés pour leur retraite. Les policiers ont tout mis sens dessus dessous, créant un désordre épouvantable et cassant même beaucoup de choses.

Dans mon cas, ils ont emporté mes sacs, mes papiers, mon téléphone, ma tablette, mon ordinateur, une enveloppe de 1000 EUR et mon portefeuille d'environ 200 EUR. Quatre mois plus tard, on ne m'a toujours pas restitué mon argent ni mon matériel. Il faisait froid dans ma chambre car la porte était ouverte et j'étais juste en pyjama. Les policiers m'ont emmenée, ainsi que beaucoup d'autres, au poste de police.

**Q. : Que s'est-il passé au commissariat ?**

Tout d'abord, je dois dire que je portais juste mon pyjama, un manteau et une paire de chaussures de ville. Lorsque nous sommes arrivés au poste de police, personne ne m'a donné d'explications sur la procédure, l'accès à la nourriture et à l'eau ou d'autres choses de base. J'avais souvent besoin de boire, mais je n'avais qu'un très petit verre d'eau en plastique. Il y a aussi eu un malentendu concernant la nourriture. Ils m'ont mis dans une cellule froide avec un sol en béton. Sur le lit, il y avait un fin matelas et je n'avais qu'un seul drap tout fin. Il n'y avait pas de toilettes dans la cellule, je ne pouvais pas me laver le matin ni me brosser les dents.

Chaque fois que je devais aller aux toilettes, je devais faire signe à la caméra de surveillance intérieure mais bien souvent je devais attendre une ou deux heures avant qu'on s'occupe de moi. Les toilettes ne fermaient pas correctement et un policier se tenait à l'extérieur.

On m'a dit que j'étais soupçonnée de complicité de viol et de trafic d'êtres humains. Je voulais être assistée par un avocat mais on m'a répondu que c'était impossible car trop

de personnes avaient été arrêtées et on m'a dit qu'au bout de deux heures on pouvait commencer l'interrogatoire si aucun avocat n'était disponible.

Le deuxième jour de ma détention, ils ont pris mes empreintes digitales et ma photo. Lors de l'interrogatoire, il était clair qu'ils voulaient que je dise que je jouais un rôle important au sein du MISA, mais ce n'était pas le cas. Ils m'ont relâchée à 21h30 mais j'ai d'abord dû signer un formulaire de mise en liberté qui ne mentionnait aucune liste des objets saisis ni le montant de l'argent confisqué. Malheureusement, je n'en ai pas reçu de copie.

Sans argent ni téléphone, on m'a laissée devant le poste de police dans cette froide nuit de fin novembre pendant près de 9 heures, jusqu'à 6 heures du matin, lorsque j'ai finalement pu joindre quelqu'un qui pouvait m'aider.

**Q. : Franck Dannerolle, le chef de l'Office central pour la répression des violences contre les personnes (OCRVP) chargé de l'enquête, a été cité par certains journaux français affirmant que les pratiquants de yoga étaient « hébergés dans des conditions difficiles, avec une promiscuité importante, pas d'intimité. » (\*\*). Pouvez-vous m'en dire un peu plus sur vos conditions de vie à Villiers-sur-Marne ?**

Ce n'est pas vrai du tout. Dans mon cas, j'avais choisi de vivre dans un petit pavillon confortable (environ 7 mètres carrés) à l'extérieur du bâtiment principal car je souhaitais pratiquer ma retraite de yoga seule et méditer en silence, parfois sans dormir ni manger pendant 24 heures.

D'autres avaient choisi de partager une chambre dans le bâtiment principal : 2, 3 ou 4 ensemble, hommes et femmes séparément. Le bâtiment appartient à Sorin Turc, violoniste ayant joué avec l'orchestre de Monaco et soutenant MISA. Il est spacieux et confortable : il y a suffisamment de salles de bains et de douches pour les pratiquants de yoga. Il y a une grande salle pour la pratique collective du yoga. Il y a une grande cuisine avec des cuisinières, deux grands congélateurs, un distributeur de boissons, des presse-agrumes, des grille-pains et d'autres équipements tels que des machines à laver et des séchoirs

Pour nos repas, nous allions faire nos courses dans un supermarché local et nous préparions notre nourriture nous-mêmes.

Si les conditions de vie étaient aussi mauvaises que le disait Dannerolle, il n'y aurait pas autant de pratiquants et je ne serais jamais revenue autant de fois à Villiers-sur-Marne.

Au moment du raid, il y avait un air de fête de Noël et de nombreuses décorations avaient déjà été disposées un peu partout. Tout se passait bien et était en ordre, mais après l'opération de police, les locaux ont été laissés dans un état désastreux.

**Q. Comment se fait-il que vous ayez rejoint le groupe de yoga MISA ?**

J'ai aujourd'hui 39 ans mais lorsque j'étais adolescente, j'étais et je suis toujours en quête de vérité sur le sens de la vie et sur l'existence de Dieu. A l'âge de 16 ans, j'ai même fait une retraite de deux mois dans un monastère orthodoxe et je voulais devenir religieuse. Ensuite, j'ai rencontré les baptistes. Par la suite, des hindous et des adeptes de Hare Krishna avant d'entrer en contact avec le groupe de yoga MISA. J'étais attiré par la méditation et la spiritualité. Je crois en Dieu, je suis orthodoxe et je me sens bien avec MISA.

*À propos de certaines médiatisations : la présomption de culpabilité*

Bon nombre de médias français se sont déchaînés dans la couverture de toute cette affaire et ont tenu leur propre tribunal, comme le montrent certains de leurs titres délirants, même si aucun tribunal français n'a, à ce stade, établi la vérité, ou non, sur les faits allégués :

*L'homme qui a contribué à faire tomber la secte de yoga tantrique*

*Viols, lavage de cerveau, yoga tantrique : l'effrayant parcours de Gregorian Bivolaru, le gourou roumain mis en examen et écroué en France*

*Secte Misa : « Le gourou Bivolaru aurait pu faire de moi ce qu'il voulait »*

*Viols, fuite et yoga ésotérique : qui est le gourou Gregorian Bivolaru arrêté ce mardi ?*

*Agressions sexuelles sur fond de yoga tantrique : un gourou interpellé en France. « Il préférerait les vierges »: des victimes du gourou Bivolaru témoignent*

Deux points communs à tous ces articles. Primo, les auteurs n'ont pas rencontré et interrogé les pratiquants de yoga qui ont été arrêtés et détenus pour une garde à vue de 48 heures. Secundo, ils se sont fait l'écho de ragots et d'assertions non prouvées, ce qui n'est pas du journalisme et ce qui défigure la noble image du journalisme.

Il y a des normes éthiques dans le journalisme et il existe en France une autorité supérieure chargée de veiller à leur respect.

En 2016, la couverture médiatique des enjeux de MISA en Roumanie a fait l'objet d'un document de recherche intitulé «[The Effect of the Persistent Media Campaign on the Public Perception – MISA & Gregorian Bivolaru Case Study](#)» et publié par le *World Journal of Social Sciences and Humanities*. Les spécialistes français des sciences religieuses seraient bien inspirés de réaliser une étude comparative sur le même sujet dans leur pays.

*Human Rights Without Frontiers* défend la liberté de la presse et la liberté d'expression des journalistes mais lutte également contre les discours de haine, les fausses nouvelles et la stigmatisation. *Human Rights Without Frontiers* défend le respect du principe de présomption d'innocence et reconnaît les décisions de justice définitives comme la vérité judiciaire.

(\* ) *Par respect de la vie privée de la personne interrogée, nous ne mettons que ses initiales mais nous avons son nom complet et ses coordonnées.*

(\*\* ) *Le centre de retraite spirituelle de Villiers-sur-Marne n'a jamais été accusé ni même soupçonné d'insalubrité. [Voir une série de photos ici.](#)*

---

## **Spectacular simultaneous SWAT raids on Romanian yoga centers in France: Fact checking (I)**

### ***Operation Villiers-sur-Marne: Testimony***

By Willy Fautré, director of Human Rights without Frontiers

On 28 November 2023, just after 6 a.m., a SWAT team of around 175 policemen wearing black masks, helmets, and bullet proof vests, simultaneously descended on eight

separate houses and apartments in and around Paris but also in Nice, brandishing semi-automatic rifles. They smashed in the entrance doors and ran up and down the stairs, shouting orders.

These searched places were used by practitioners of yoga connected with MISA yoga school in Romania for spiritual retreats. On that fateful morning, most of them were still in bed. A few were in the kitchen boiling water for herbal tea. The masked police handcuffed a number of them, made them stand outside without coats or shoes in the freezing courtyard, then took them by bus to the police station.

Results of this vast operation: a few dozens of people were arrested, 15 of whom – 11 men and 4 women, all of Romanian nationality – were indicted for “trafficking in human beings”, “forcible confinement” and “abuse of vulnerability”, in organized gang.

Gregorian Bivolaru (72), one of the founders and the spiritual leader of MISA, was among the arrested people but in his case, he was wanted by Finland under the accusation of sexual abuse of Finnish women in France several years ago. In the framework of a research paper titled [“The Controversies Around Natha Yoga Center in Helsinki: Background, Causes, and Context”](#), late Prof. Liselotte Frisk (Dalarna University, Falun, Sweden) solidly investigated the allegations against Bivolaru in Finland (pp 20, 21, 27).

As long as a court decision has not confirmed the said accusations, Gregorian Bivolaru must continue to enjoy the presumption of innocence, as any ordinary citizen or famous public personality.

No woman interrogated in the framework of the SWAT operation on 23 November 2023 has filed a complaint against him.

Since the raid, Bivolaru and five other people have remained in pretrial detention in France.

*Human Rights Without Frontiers* contacted Ms C. C. (\*), a MISA practitioner for 20 years. She was at the yoga center of Villiers-sur-Marne at the time of the raid. In 2002-2006, she studied at the Faculty of History and Philosophy from Babeş-Bolyai University, Cluj-Napoca (Romania). In 2005-2006, she was a journalist at the national daily Romania Liberă. Here is her testimony about the SWAT operation:

**Q.: You have been practicing yoga in the MISA group in Romania for 20 years but while you were in a spiritual retreat in Villiers-sur-Marne, there was a Swat operation against the group. Can you tell me what happened?**

A.: I have been a lot of times in France for such retreats since 2010 and I like it very much. That is why last year I had planned to stay for two months again in Villiers-sur-Marne, from late September until the end of November. I booked a flight to Paris and friends picked me up at the airport to take me to the yoga center.

In early morning, a SWAT team made a spectacular entry in our center where dozens of yoga practitioners were hosted for their retreat. The policemen put everything upside down, creating an awful mess and even breaking a lot of things.

In my case, they took away my bags, my papers, my phone, my tablet, my computer, an envelope with 1000 EUR and my wallet with about 200 EUR. Four months later, I still have not been given my money back and my material. It was freezing in my room because the door was open and I was just in pyjama. The officers took me and many others to the police station.

**Q.: What happened at the police station?**

A.: First of all, I must say I was just wearing my pyjama, a coat and a pair of street shoes. When we arrived at the police station, nobody explained me anything about the procedure, access to food and water or other basic things. I often needed to drink but only got a very small plastic glass of water. There was also misunderstanding about the food. They put me in a cold cell with a concrete floor. On the bed, there was a thin mattress and I just got one thin sheet. There was no toilet in the cell, I could not wash in the morning or brush my teeth.

Every time I needed to go to the bathroom, I had to wave at the internal surveillance camera but quite often I had to wait for one or two hours before I was being taken care of. The toilet could not be closed properly and a policeman was standing outside.

I was told I was suspect of complicity of rape and trafficking. I wanted to be assisted by a lawyer but they answered it was impossible because too many people had been arrested and after two hours they could start the interrogation if no lawyer was available.

On the second day of my detention, they took my fingerprint and my photo. During the interrogation, it was clear that they wanted me to say I was playing an important role in MISA but I was not. They released me at 9.30pm but first, I had to sign a release form which did not mention any list of seized items or the amounts of confiscated money. Unfortunately, I did not get a copy of it.

Without money and any telephone, I was left outside the police station in that cold late November night for almost 9 hours, until 6am, when I finally could reach someone who could help me.

**Q.: Franck Dannerolle, the head of the Central Office for the repression of violence against people (OCRVP) in charge of the investigation, was quoted by some French newspapers as saying that the yoga practitioners were "housed in difficult conditions, with significant promiscuity, no privacy." (\*\*). Can you tell me more about your living conditions in Villiers-sur-Marne?**

A.: It is not true at all. In my case, I had chosen to live in a small comfortable pavilion (about 7 square meters) outside the main building because I wanted to practice my yoga retreat alone and meditate in silence, sometimes without sleeping or eating for 24 hours.

Others had chosen to share a bedroom in the main house: 2, 3 or 4 together, men and women separately. The building belongs to Sorin Turc, a violinist who played with the Monaco orchestra and is a supporter of MISA. It is spacious and comfortable: there are enough bathrooms and showers for the yoga practitioners. There is a big room for the collective practice of yoga. There is a large kitchen with cookers, two big freezers, a drink dispenser of fruit juicers, toasters and other facilities such as washing and drying machines.

For our own meals, we were going to a local supermarket for shopping and we were preparing our food ourselves.

If the living conditions were so bad as Dannerolle was saying, there would not be so many practitioners and I would have never come back so many times to Villiers-sur-Marne.

At the time of the raid, Christmas was in the air and lots of decoration had already been installed. Everything looked nice but after the SWAT operation, the premises were left in a disastrous mess.

**Q. How comes that you joined the MISA yoga group?**

A.: I am now 39 but when I was a teenager, I was, and I am still, in search of truth about the meaning of life and the existence of God. At the age of 16, I even made a retreat of two months in an Orthodox monastery and I wanted to become a nun. Then, I met the Baptists. Afterwards, Hindus and Hare Krishna followers before coming in contact with MISA yoga group. I was attracted by meditation and spirituality. I believe in God, I am Orthodox and I feel well with MISA.

### **About some media coverage: the presumption of guilt**

A number of French media outlets went wild in the coverage of this whole affair and held their own tribunal, as some of their delusional headlines can show, although no French court has established the truth about the alleged facts at this stage:

*L'homme qui a contribué à faire tomber la secte de yoga tantrique/ The man who helped bring down the tantric yoga sect*

*Viols, lavage de cerveau, yoga tantrique: l'effrayant parcours de Gregorian Bivolaru, le gourou roumain mis en examen et écroué en France/ Rape, brainwashing, tantric yoga: the frightening journey of Gregorian Bivolaru, the Romanian guru indicted and imprisoned in France*

*Secte Misa : « Le gourou Bivolaru aurait pu faire de moi ce qu'il voulait »/ Misa Cult: "Guru Bivolaru could have done with me what he wanted"*

*Viols, fuite et yoga ésotérique: qui est le gourou Gregorian Bivolaru arrêté ce mardi?/ Rape, flight and esoteric yoga: who is the guru Gregorian Bivolaru arrested this Tuesday?*

*Agressions sexuelles sur fond de yoga tantrique : un gourou interpellé en France. "Il préférait les vierges": des victimes du gourou Bivolaru témoignent/ Sexual assaults against the backdrop of tantric yoga: a guru arrested in France. "He preferred virgins": victims of guru Bivolaru testify*

Two common points of all these articles. First, the authors failed to meet and interview the yoga practitioners who were arrested and detained for questioning ("garde à vue") for up to 48 hours. Second, they echoed gossip and unproven assertions, which is not journalism and disfigures the noble image of journalism.

There are ethical standards in journalism and there is a higher authority in France responsible for ensuring they are respected.

In 2016, the media coverage of MISA issues in Romania was the object of a research paper titled "The Effect of the Persistent Media Campaign on the Public Perception – MISA & Gregorian Bivolaru Case Study" and published by the World Journal of Social Sciences and Humanities. French scholars in religious studies would be well inspired to make a comparative study about the same topic in their country.

*Human Rights Without Frontiers* defends freedom of the press and freedom of expression of journalists but also combats hate speech, fake news and stigmatization. *Human Rights Without Frontiers* defends the respect of the principle of presumption of innocence and recognizes final court decisions as the judicial truth.

(\* ) *Out of respect for the privacy of the interviewee, we only put her initials but we have her full name and contact data.*

(\*\* ) *The spiritual retreat center in Villiers-sur-Marne was never accused or even suspected of unsanitary conditions. See the [gallery of pictures](#) of the place.*

---

## The EU Court of Justice protects converts to Christianity

### ***Why is an Iranian Christian in France subject to a deportation order?***

[ECLJ](#) (11.04.2024) - According to the Court of Justice of the European Union (CJEU), an asylum application based on a religious conversion that occurred after the foreigner left their country of origin cannot be automatically rejected as abusive. This is a strong decision for the protection of Christians of Muslim origin, who still face difficulties in proving the sincerity of their conversion and the reality of the threats they face.

Today in France, an Iranian Christian, threatened with death for apostasy in his country, is subject to a deportation order (OQTF) This [disturbing case](#), closely followed by the European Centre for Law and Justice, echoes that of another Iranian whose initial request for international protection was definitively rejected by Austrian authorities in 2018. He later submitted a new request ("subsequent application") for international protection in Austria, claiming that he had converted to Christianity in the meantime and feared persecution in his country of origin as a result. The Federal Office for Immigration and Asylum (BFA) recognizes his conversion and the risks he faces in Iran, granting him subsidiary protection and temporary residence.

However, it denies him refugee status on the grounds that: "A foreign national who files a subsequent application [...] shall normally not be granted asylum status if the risk of persecution is based on circumstances which the foreign national has created by his or her own decision since leaving his or her country of origin, unless the activities in question are permitted in Austria and it is established that those activities constitute the expression and continuation of convictions held in the country of origin" (second sentence of Paragraph 3(2) of the Federal Law on the Granting of Asylum of 2005).

The Iranian brings the case before the Austrian justice, which does not detect any abusive intent or manipulation of the procedure on his part. Furthermore, the Federal Administrative Court considers that a conversion process started only on site is not sufficient to justify the refusal to recognize refugee status. After an appeal on a point of law (*revision*) against that decision by the BFA, the Supreme Administrative Court observes that Austrian law has transposed Article 5(3) of Directive 2011/95 of the European Parliament and of the Council, and that the interpretation of this article determines the outcome of the dispute. This article states that, "[w]ithout prejudice to the Geneva Convention, Member States may determine that an applicant who files a subsequent application shall not normally be granted refugee status if the risk of persecution is based on circumstances which the applicant has created by his or her own decision since leaving the country of origin."

### ***Asylum for the Christian converted by inner conviction***

The Supreme Administrative Court stays the proceedings and refers the question for a preliminary ruling to the CJEU of whether the on-site conversion must be the expression and continuation of a belief already expressed in the country of origin. For the CJEU,



which rendered its [decision](#) on 29 February 2024, the fact that an applicant cannot "normally" be recognized as a refugee due to "circumstances which the foreign national has created by his or her own decision since leaving his or her country of origin" is only meant to limit the abuse of the procedure. The adverb "normally" does not exclude that, even in such circumstances, an applicant may, under certain conditions, be granted this status.

Thus, an asylum application based on a religious conversion that occurred after the foreigner left their country of origin cannot be automatically rejected as abusive. The proof of conversion by inner conviction, as in this case, excludes the existence of an abusive intent. The authenticity of the conversion is not conditioned by the expression and continuation of a belief already expressed by the applicant in the country of origin.

With this decision, the Court of Justice of the European Union advocates for the examination of asylum applications from individuals who convert once they have arrived in Europe. Therefore, France must even more consider the case of Ata Fathimaharlooei, who converted to Christianity while still in Iran.

---

## **Malgré le rejet du Sénat, la France adopte une nouvelle loi anti-sectes**

***La loi crée un nouveau délit de « sujétion psychologique », restreint la possibilité de critiquer les traitements médicaux « officiels » et met gravement en danger la liberté de religion ou de croyance. (Les titres dans le texte sont ceux de HRWF)***

[Bitter Winter](#) (13.04.2024) - Le 9 avril, la France a finalement adopté sa nouvelle loi anti-sectes modifiée, après des mois de débats au cours desquels le gouvernement n'a pas réussi à convaincre le Sénat, qui, le 2 avril, a une nouvelle fois [rejeté le texte](#) dans son intégralité.

Cependant, selon le système français particulier, si le Sénat et la Chambre expriment des positions inconciliables sur un projet de loi, c'est le vote de la Chambre qui prévaut. Alors que le gouvernement a exercé une forte pression sur les parlementaires en faveur du texte, l'opposition a été importante même à l'Assemblée, où la loi a été approuvée [par 146 « oui » et 104 « non »](#).

Pourtant, la loi a été adoptée, bien que l'opposition massive qu'elle a rencontrée puisse peut-être influencer sa mise en œuvre. [Le nom de la loi](#) fait référence au « renforcement de la lutte contre les dérives sectaires ». La raison invoquée pour justifier une répression renforcée des « sectes » est que le nombre de « saisines » reçues par la MIVILUDES, l'agence gouvernementale de lutte contre les sectes, est en augmentation. Comme [« Bitter Winter » l'a documenté](#), les « saisines » ne sont pas des rapports d'incidents réels, elles comprennent de simples questions envoyées à la MIVILUDES, et peuvent facilement être fausses ou manipulées.

### **Traitements médicaux: une recommandation du Conseil d'Etat écartée**

Il est également allégué que des « sectes » se sont développées pendant le COVID et que certaines d'entre elles ont diffusé des idées anti-vaccination. Un nouveau délit est donc créé, celui de « provocation à abandonner ou à s'abstenir de suivre un traitement médical thérapeutique ou prophylactique », généralement recommandé par la communauté médicale, qui est puni d'une peine d'emprisonnement d'un an et d'une

amende. Évidemment, les implications vont bien au-delà du COVID et des vaccins. A noter que le Conseil d'Etat, lors de l'examen du projet de loi, a recommandé de supprimer cet article au motif qu'il est dangereux pour la liberté d'expression et « la liberté des débats scientifiques ». Cependant, le gouvernement a rejeté la recommandation du Conseil d'Etat et a maintenu l'article. La bataille au Sénat n'a abouti qu'à l'introduction d'un nouveau paragraphe protégeant les « lanceurs d'alerte » qui révèlent les pratiques douteuses des entreprises médicales.

Les mesures anti-sectes sont également renforcées en permettant aux associations anti-sectes d'être parties civiles dans les procès contre les « sectes » et en encourageant les juges et les procureurs à demander l'avis de la MIVILUDES sur les groupes qu'ils jugent ou poursuivent. Des amendements parlementaires ont également donné un statut nouveau et renforcé à la MIVILUDES.

### ***Création d'un nouveau délit, sujétion psychologique, et peines***

Le cœur du nouveau projet de loi est la création d'un nouveau délit de « sujétion psychologique ». « Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 375 000 euros d'amende le fait de placer ou de maintenir une personne dans un état de sujétion psychologique ou physique résultant de l'exercice de pressions graves ou réitérées ou de techniques propres à altérer son jugement et ayant pour effet de causer une altération grave de sa santé physique ou mentale ou de conduire cette personne à un acte ou à une abstention qui lui sont gravement préjudiciables ».

Toutefois, la peine encourue sera de « cinq ans d'emprisonnement et de 750 000 euros d'amende » lorsque les actes de « sujétion psychologique » ont été commis sur « une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur ».

La même aggravation de peine est appliquée « Lorsque l'infraction est commise par le dirigeant de fait ou de droit d'un groupement qui poursuit des activités ayant pour but ou pour effet de créer, de maintenir ou d'exploiter la sujétion psychologique ou physique des personnes qui participent à ces activités » (lire un dirigeant de « secte ») ou « lorsque l'infraction est commise par l'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique » (visant la propagande « sectaire » par l'intermédiaire de sites internet et de médias sociaux).

Les peines sont portées à sept ans d'emprisonnement et un million d'euros d'amende lorsque deux des circonstances ci-dessus sont réunies ou « L'infraction est commise en bande organisée par les membres d'un groupement qui poursuit des activités ayant pour but ou pour effet de créer, de maintenir ou d'exploiter la sujétion psychologique ou physique des personnes qui participent à ces activités ». Pour les activistes anti-sectes, les « sectes » qui pratiquent la « sujétion psychologique » sont par définition des « bandes organisées ».

### ***Abus de faiblesse et sujétion psychologique***

Il est important de comprendre la différence avec les dispositions antérieures sur l'« abus de faiblesse » et la raison pour laquelle le gouvernement estime que le nouveau délit permettra de criminaliser des « dérives sectaires » qui n'étaient pas couvertes par la loi antérieure. L'abus de faiblesse était puni lorsqu'une victime se trouvait dans une « situation de faiblesse » et avait été (prétendument) amenée par des techniques psychologiques à faire quelque chose de préjudiciable pour elle-même, par exemple faire un don important ou se livrer sexuellement au chef de la « secte ». Dans le [commentaire introductif](#) de la nouvelle loi, le gouvernement affirmait que « la loi About-Picard [c'est-à-

dire la loi anti-sectes de 2001] ne permet pas dans sa rédaction actuelle d'appréhender directement l'état de sujétion psychologique ou physique qui résulterait de manœuvres et techniques destinées à soumettre la victime à l'emprise de son auteur ».

Le nouveau crime diffère de l'abus de faiblesse à deux égards. Tout d'abord, il n'est pas nécessaire que la victime soit en situation de « faiblesse ». Tout le monde peut être victime d'une « sujétion psychologique ». Deuxièmement, l'utilisation de « ou » plutôt que de « et » dans la phrase reliant la détérioration de la santé mentale de la victime et le fait que les techniques de « sujétion psychologique » peuvent conduire la personne manipulée à faire quelque chose de nuisible pour elle-même est très importante. Comme l'explique le même rapport introductif, ce « ou » permet de sanctionner la « sujétion psychologique » même lorsqu'il n'est pas possible de prouver que la victime a été incitée à un comportement autodestructeur. Il suffira d'affirmer qu'une « détérioration de la santé mentale » s'est produite.

Le rapport précise que, presque par définition, les situations de sujétion psychologique génèrent normalement une « détérioration de la santé mentale de la victime ». Par conséquent, l'utilisation des mystérieuses « techniques créant une situation de sujétion psychologique » sera punie même si la victime n'a pas adopté un comportement spécifique pouvant être qualifié d'autodestructeur. En effet, les activistes anti-sectes soutiennent que l'adhésion ou le maintien dans une « secte » est en soi un danger pour la santé mentale. Et n'oubliez pas que les associations anti-sectes participeront aux procès pour défendre cette théorie, et qu'en cas de doute, il est conseillé aux procureurs et aux juges de demander l'avis de la MIVILUDES.

### **Les croyances religieuses en état de siège**

La plupart des spécialistes des nouveaux mouvements religieux s'accordent à dire que [le « lavage de cerveau » n'existe pas](#) et que son incrimination est fondamentalement une fraude. Lorsque le processus normal de persuasion religieuse a pour objet des croyances et des pratiques que les pouvoirs en place considèrent comme « normales », on affirme qu'il n'y a pas de « lavage de cerveau ». Lorsque les croyances et les pratiques sont non conventionnelles ou impopulaires, cela est présenté comme une preuve que seules les victimes d'un « lavage de cerveau » peuvent les adopter parce qu'elles ont été placées dans un état de « sujétion psychologique ».

Le gouvernement français proclame solennellement qu'à travers la nouvelle loi, il ne criminalise pas les croyances, mais seulement les techniques par lesquelles certaines croyances sont promues. Mais en réalité, la preuve qu'une croyance a été inculquée par des techniques « illégales » est que les militants anti-sectes, la MIVILUDES, la majorité de la société ou les médias la considèrent comme une « dérive sectaire ». L'obsession de la France pour les « sectes », comme le notent [d'éminents spécialistes internationaux](#), continue de faire de ce pays l'un des pires endroits du monde démocratique pour la liberté de religion ou de croyance.

---

## **France passes new anti-cult law against Senate's opposition**

***The law creates a new crime of "psychological subjection," restricts the possibility of criticizing mainline medical treatments, and seriously endangers freedom of religion or belief. (Titles in the text are those of HRWF)***

by Massimo Introvigne

[Bitter Winter \(11.04.2024\)](#) - On April 9, France finally passed its new amended anti-cult law, after months of debates in which the government failed to persuade the Senate, which on April 2 once again [rejected the text](#) in its entirety. However, under the peculiar French system, in the end if the Senate and the House express irreconcilable positions on a draft law, the vote of the House prevails. While the government lobbied heavily the parliamentarians in favor of the text, the opposition was significant even in the House, where the law was approved [with 146 "yes" and 104 "no."](#)

Yet, the law has now been passed, although the significant opposition it encountered may perhaps influence its enforcement. The [law's name](#) refers to "reinforcing the fight against cultic deviances." The reason offered for a new crackdown on "cults" is that the number of "saisines" received by the governmental anti-cult agency MIVILUDES is growing. As "Bitter Winter" [has documented](#), the "saisines" are not reports of actual incidents, include simple questions sent to the MIVILUDES, and may easily be false or manipulated.

### **Medical treatment: a recommendation of the Council of State disregarded**

It is also alleged that "cults" grew during COVID and some spread anti-vaccination ideas. Hence, a new crime is created of "provocation to abandon or not to undertake a needed medical or prophylactic treatment," generally recommended by the medical community, which is punished with a jail penalty of one year plus a fine. Obviously, the implications go well beyond COVID and vaccines. Note that the State Council, when examining the draft law, [recommended to drop this article](#) as dangerous for freedom of speech and "the freedom of scientific debates." However, the government rejected the recommendation of the State Council and kept the article. The fight in the Senate only led to the introduction of a new paragraph protecting the "whistleblowers" who reveal questionable practices of medical companies.

The anti-cult measures are also reinforced by allowing the anti-cult associations to be present in the court cases against "cults" as civil parties and by encouraging judges and prosecutors to seek the opinion of the MIVILUDES on groups they are judging or prosecuting. Parliamentary amendments also gave a new and reinforced status to the MIVILUDES.

### **Creation of a new crime, psychological subjection, and penalties**

The heart of the new draft law is the creation of a new crime of "psychological subjection." The law states that, "It is punishable by three years' imprisonment and a fine of 375,000 euros to place or maintain persons in a state of psychological or physical subjection resulting from the exercise of serious or repeated pressure or techniques likely to impair their judgement and having the effect of causing serious deterioration of their physical or mental health or leading them to commit an act or refrain from acting that is seriously prejudicial to them."

However, the penalty will be "five years' imprisonment and a fine of 750,000 euros" when the "psychological subjection" involves a minor or "a person whose particular vulnerability, due to age, illness, infirmity, physical or mental deficiency or pregnancy, is

apparent or known to the perpetrator” The same increased penalty is applied “when the offense is committed by the de facto or de jure leader of a group pursuing activities with the aim or effect of creating, maintaining or exploiting the psychological or physical subjection of the persons taking part in these activities” (read a “cult” leader) or “when the offense is committed through the use of an online public communication service or through a digital or electronic medium” (targeting “cultic” propaganda through websites and social media).

Penalties are further increased to seven years’ imprisonment and a fine of one million euros when two of the above circumstances occur together or “the offense is committed as part of an organized gang by members of a group pursuing activities with the aim or effect of creating, maintaining or exploiting the psychological or physical subjection of persons taking part in these activities.” For anti-cultists, “cults” that practice “psychological subjection” are by definition “organized gangs.”

### ***Abuse of weakness and psychological subjection***

It is important to understand the difference with the previously existing provisions on “abus de faiblesse” (abuse of weakness) and why the government believes that the new crime will make it possible to criminalize “cultic deviances” not captured by the previous law. The “abus de faiblesse” was punished when a victim was in a “situation of weakness” and had been (allegedly) led through psychological techniques to do something harmful to herself, for example making a large donation or surrendering sexually to the “cult” leader. In the [introductory comment](#) to the new law, the government claimed that “the About-Picard law [i.e., the anti-cult law of 2001] in its present text does not allow to incriminate directly the psychological or physical subjection status determined by operations and techniques aimed at putting the victim under the control of the perpetrator.”

The new crime is different from the “abus de faiblesse” in two respects. First, it is not necessary that the victim is in a situation of “weakness.” Everybody can be the victim of “psychological subjection.” Second, the use of “or” rather than “and” in the sentence connecting the deterioration in the victim’s mental health and the fact that the “brainwashing” techniques may lead the manipulated person to do something harmful to herself is all-important. As the same introductory report explains, this “or” allows to punish the “psychological subjection” even when it cannot be proved that the victim was induced to a self-damaging behavior. It will be enough to argue that “a deterioration of mental health” has occurred.

The report specifies that, almost by definition, the situations of psychological subjection normally generate a “deterioration in the victim’s mental health.” Hence, using the mysterious “techniques creating a situation of psychological subjection” will be punished even when the victim did not engage in any specific behavior that can be classified as self-damaging. After all, anti-cultists maintain that joining or remaining in a “cult” is in itself a danger for mental health. And remember, the anti-cult associations will be part of the trials to push this theory, and when in doubt the prosecutors and judges are counseled to seek the opinion of the MIVILUDES.

### ***Religious beliefs under siege***

Most scholars of new religious movements agree that [“brainwashing” does not exist](#), and its incrimination is basically a fraud. When the normal process of religious persuasion has

as its object beliefs and practices that the powers that be regard as “normal,” it is argued that there is no “brainwashing.” When the beliefs and practices are non-conventional or unpopular, this is offered as evidence that only “brainwashed” victims can embrace them because they have been put in a status of “psychological subjection”

The French government solemnly proclaims that through the new law it is not criminalizing beliefs, only the techniques through which certain beliefs are promoted. In fact, however, the proof that a belief has been inculcated through “illegal” techniques is that the anti-cultists, the MIVILUDES, the majority of society, or the media regard it as a “cultic deviance.” France’s obsession for “les sectes,” as noted by [leading international scholars](#), continues to make the country one of the worst places in the democratic world for freedom of religion or belief.

---

## **FECRIS, atheism, and support for the Russian war against Ukraine**

***The leader of an association “created” by a French FECRIS affiliate to deal with radical Islam and subtly propagate atheism continues to root for Putin. (The titles in the text are from HRWF)***

[Version en français](#)

*by Massimo Introvigne*



*Turquoise Freedom's president Khaled Slougui in Brussels on June 11, 2022, for a FECRIS conference. From X.*

[Bitter Winter](#) (11.03.2024)- FECRIS is the European Federation of Centers of Research and Information on Cults and Sects, an international anti-cult umbrella organization largely supported by French taxpayers. It has been criticized [by scholars](#) and even by the United States Commission on International Religious Freedom ([USCIRF](#)) for spreading discriminatory attitudes against groups it stigmatizes as "cults." "Bitter Winter" has documented its dangerous connections and support for the bloody repression of minority religions [in Russia and China](#).

### ***FECRIS' support to Russia's war on Ukraine***

One of the largest and most active FECRIS affiliate operated in Russia. Since 2014 (and in fact even earlier), it systematically supported [the aggression against Ukraine](#) by Putin's regime. When Putin invaded Ukraine in February 2022, this support became a source of embarrassment for FECRIS. Yet, FECRIS [waited until March 2023](#) to sever its connection with its Russian branch. This means that for more than one year the Russian FECRIS leaders supported Putin's crimes against the Ukrainian people while remaining members of FECRIS in good standing, which caused [strong reactions in Ukraine](#).

FECRIS was compelled by international pressures to put an end to this in March 2023. However, FECRIS has now another problem with the war of aggression against Ukraine, this time not in Russia but in France.

GEMPPPI is a French FECRIS affiliate whose acronym stands for "Groupe d'étude des mouvements de pensée en vue de la protection des individus" (Group for the Study of Thought Movements for the Protection of the Individual). GEMPPPI representative Didier Pachoud is (or was, since the FECRIS is sometimes slow in updating its official records) FECRIS's treasurer. As late as July 15, 2022, almost five months after the war of aggression against Ukraine had started, GEMPPPI organized an anti-cult symposium in [Paris featuring among the speakers Roman Silantyev](#), one of the most fanatically anti-Ukrainian Russian anti-cultists.

### **Turquoise Freedom: pro-Eric Zemmour (extreme right), anti-NATO, anti-Macron**

So far, we are still talking of Russians. However, a French (not Russian) association "created" by GEMPPPI, and which had a direct relation with FECRIS before being dissolved on March 21, 2023, called Turquoise Freedom had a president that continues to support Putin's aggression against Ukraine to this very day. In the 2022 yearly report, of GEMPPPI, the FECRIS affiliate admitted that "we [GEMPPPI] have worked to create an association specialized in this field [radical Islam], Turquoise Freedom."



Les demandes liées aux dérives sectaires supposées de groupes religieux se maintiennent, hormis l'islam radical au sujet duquel la demande augmente sensiblement malgré que nous ayons œuvré à la création d'une association spécialisée dans ce domaine (Turquoise Freedom).

*And GEMPPPI created Turquoise Freedom: from GEMPPPI 2022 yearly report.*

In fact, Turquoise Freedom had its own direct connection with FECRIS as well. At FECRIS' General Meeting of May 20, 2016, Turquoise Freedom, following a proposal by Didier Pachoud, was unanimously welcomed to the FECRIS Scientific Council for one year.

The former President of Turquoise Freedom, Khaled Slougui, is a [regular participant](#) in FECRIS activities and conferences. In 2018, Slougui became [a member of the GEMPPPI Board of Directors](#).



PROCÈS-VERBAL  
de l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de la FECRIS  
du vendredi 20 mai 2016 à SOFIA  
[www.fecris.org](http://www.fecris.org)  
Le vendredi 20 mai 2016, de 16h10 à 18h30  
Au State University for Library Studies and Information Technologies (SULSIT)  
119, Tzarigradsko Shose SOFIA BULGARIA

1045  
WASA  
Dias

#### 8. CANDIDATURES

##### 8.1 Candidatures pour le statut de CORRESPONDANT FECRIS

8-1-1 Candidature de TURQUOISE FREEDOM (France) 35, rue Saint-Sébastien 13006 Marseille-France, présentée par Didier PACHOUD (GEMPPPI)

Créée le 10/06/2015 TURQUOISE FREEDOM, Association des victimes de l'islam radical et de pratiques anachroniques, a pour but de faire de la prévention, de la formation, de l'information, d'accueillir, assister en toute confidentialité et promouvoir la cause des personnes morales et physiques confrontées ou victimes des dérives sectaires ou autres liées au radicalisme islamique ou à des pratiques coutumières anachroniques et dommageables.

Son Président : Khaled SLOUGUI.

L'association est laïque, humaniste et politiquement neutre et s'interdit de faire la promotion directe ou indirecte d'un parti politique et de toute religion ou croyance qu'elle aborde de manière rationnelle. Les membres de cette association sont tenus à cette même neutralité dans le cadre de l'association.

Cette association a une vocation internationale.

La structure d'accueil est composée essentiellement de personnes sensibilisées par le problème et de personnes ayant des compétences diverses.

Après échanges sur la spécificité de l'association, proposition: accueillir pour un an Turquoise Freedom dans le Comité Scientifique FECRIS.

Vote

à main levée : approuvé à l'unanimité , moins une abstention

*May 20, 2016: Turquoise Freedom presided by Khaled Slougui establishes an official connection with FECRIS.*

Before coming back to why GEMPPPI needed to create Turquoise Freedom, let's have a look at Slougui's position on the Ukrainian conflict. February 2022: Putin starts his criminal aggression against Ukraine. Slougui loses no time in tweeting his support—for Putin. "[I just listened to Éric Zemmour](#) on the Russia-Ukraine conflict, and he was imperial in going back to the root of the problem. American provocations are unbearable, and NATO no longer has any reason to exist. France should therefore leave the integrated command." "[Macron seems furious](#), and with good reason: Putin has laughed at him, and his internal plan for the presidential election is collapsing. The man who refused to enter the arena to defend his record. At Rothschild, 'you don't think, you count.' The KGB prefers action." "[A unipolar world](#) is the greatest danger to humanity. As a shrewd strategist, Putin is doing something about it, and the great Russia is back for a multipolar world. The rest is just sterile agitation, and the game is up. It would be better if NATO disappeared."



**SLOUGUI Khaled**

@KhaledSlougui

...

Un monde unipolaire c'est le plus grand danger pour l'humanité. En stratégie avisé, Poutine est en train d'y remédier, et la grande Russie est de retour pour un monde multipolaire. Le reste n'est qu'agitation stérile, et les jeux sont faits. L'OTAN doit disparaître, ce serait mieux

[Translate post](#)

9:23 AM · Feb 22, 2022

*One of Slougui's tweets hailing "the great Russia" and "Putin the shrewd strategist" after the invasion of Ukraine.*

The war continues as do the tweets of the the president of Turquoise Freedom. On May 19, 2022, he posts: "[Instead of using French taxpayers' money](#) to arm the clown [Zelensky] and please the senile U.S. [Biden]... the French government must realize that this is not its war, and preserve its relations with Russia."

Slougui keeps working with the French-supported FECRIS but at the same time slanders the "Macronie" (the country and government of Macron) as being "cultic" itself. On June 11, 2022, he tweets "[I'm taking part in the FECRIS](#) (Fédération Européenne des Centres de Recherche et d'Information sur les Sectes) congress in Brussels. In the past, I had put forward the idea that in Macronie, the cult spirit is dominant. So the cult spirit is also present in 'secular' environments."

In short, for the former president of the FECRIS-connected Turquoise Freedom Zelensky is "[a corrupt comic dictator](#) used to wage war by proxy." And while he publicly expresses his support for Putin, he continues to attend the FECRIS events and there is no evidence that either FECRIS or GEMPPPI have disassociated themselves from him or Turquoise Freedom.

### ***Turquoise Freedom, the fight against radical Islam and religion in general***

In fact, why GEMPPPI needed to create Turquoise Freedom is not connected with Russia but is a fascinating story in itself. One can start understanding it by reading [an article published in "La Provence" on May 16, 2015](#), explaining that Pachoud announced to a FECRIS conference that the emergence of radical Islam "necessitated the creation of Turquoise Freedom," since in this field, the "job" of GEMPPPI under its name was "not, for example, to bring [Muslims] back to a moderate Islam. We are secularists!"

But the cat comes out of the bag in two "confidential" pages of FECRIS' own website. They are there but are not easy to spot and access. A friendly suggestion to FECRIS: don't waste your time in removing them from your website, [as you did with other embarrassing texts before](#). Of course we at "Bitter Winter" have preserved them for the posterity.

Although on FECRIS' website there is also a small text in both [French](#) and [English](#), the clearest explanation is offered by a PowerPoint presentation offered in PDF, again both in [English](#) and [French](#).

Pachoud explains that GEMPPPI has a "method" targeting relatives of followers of radical Islam (and other religions), who are at risk of being "radicalized" themselves. This method attacks directly and brutally the Holy Qu'ran and the Bible. While paying a lip service to the fact that these holy scriptures also include positive elements, Pachoud states that "No religion is innocuous and harmless , it always contains radicality in its sacred texts, extreme thought." The Bible and the Holy Qu'ran are deconstructed in two hours as "contrary to science," "anachronistic," "violent" and "undemocratic."

What is the purpose of this "procedure" created by GEMPPPI? The cat comes out of the bag in slide #18: "This process highlights the idea that it is not God who creates man in his image, but the reverse. (We observed on the groups that took part in the procedure that the results are at the rendezvous: relativization of texts and truths)."

This is an important slide because it shows that when FECRIS tells us that it is not against religion it is simply lying. "The idea that it is not God that creates man in his image, but the reverse" is a classic, if outmoded, statement of atheism. The "procedure" aims at transforming in two hours religious believers, persuaded that God creates humans, in atheists who claim that it is the other way around and God is just a human

creation. And “the results are at the rendezvous,” the FECRIS executive assured its audience.

But what about Turquoise Freedom? Its role is explained in a separate slide in English and in the second sentence of slide #18 in French. Obviously the procedure has “rational and desacralizing contents” (read, it promotes atheism). It is possible that some Muslims and others “are not interested, especially because of their religious sensibilities.” If the GEMPPI method, practiced under the name of GEMPPI, is rejected by some who, after all, do not want to become atheists, then an ostensibly separate organization, “Turquoise Freedom, supports them directly without using the ideological protection process proposed by GEMPPI.”

# Sens et finalité de la procédure

Ce procédé met en exergue l'idée que ce n'est pas Dieu qui crée l'homme à son image, mais l'inverse. (Nous avons observé sur les groupes ayant participé à la procédure que les résultats sont au rendez-vous: relativisation des textes et des vérités)

D'où la nécessité d'informer précisément les familles ou proches du contenu rationnel et désacralisant de la démarche. S'ils ne sont pas intéressés, notamment en raison de leurs sensibilités religieuses, l'association des victimes de l'islam radical, *Turquoise Freedom* les prend directement en charge sans utiliser ce procédé de protection idéologique proposé par le GEMPPI

## Meaning and purpose of the procedure

This process highlights the idea that it is not God who creates man in his image, but the reverse. (We observed on the groups that took part in the procedure that the results are at the rendez-vous: relativisation of texts and truths)

# Meaning and purpose (continued)

Hence the need to specifically inform families or close friends on the rational and desacralising contents of the approach. If they are not interested, especially because of their religious Sensibilities, the association of the victims of radical Islam, *Turquoise Freedom* supports them directly without using the ideological protection process proposed by GEMPPPI

*Atheism and dissimulation: a clear explanation of why GEMPPPI needed to create Turquoise Freedom (French original and English version).*

Make no mistake, Turquoise Freedom and Slougui have no sympathy for God either. When Macron mentioned God, Slougui [tweeted](#): "It's a heresy in our secular Republic!" Simply, they hide the atheism and the name of GEMPPPI that is too obviously connected with the secular humanist anti-religious propaganda to enroll some naïve believers in their anti-cult and anti-"separatism" crusade. The "rendezvous" with atheism is just postponed.

Slougui and Turquoise Freedom were also utilized to keep the Putin aficionados within the French anti-cult circuit. There is no way out: the more one looks at FECRIS, the more its "liaisons dangereuses" with Putin and anti-Ukrainian propaganda keep popping out from all sides.

---

## **Sarkozy urges Macron to recognize the genocide of the Assyro-Chaldeans**

***While France officially recognized the Armenian genocide in 2001, the former president calls on the state not to forget the massacre of 250,000 Christians between 1915 and 1918 by the Ottoman Empire.***

By Marion Mourgue

[Le Parisien](#) (27.02.2024) - This Tuesday, the former President of the Republic Nicolas Sarkozy delivered a major speech in support of this community of some 40,000 members present on the national territory.

On the occasion of the Grand annual dinner of the Assyro-Chaldeans of France, organized this Tuesday, February 27 in Paris, the former President of the Republic Nicolas Sarkozy delivered a major speech in support of this community of some 40,000 members present on the National territory. The Assyro-Chaldeans continue to demand official recognition by France of the genocide of over 250,000 of their ancestors perpetrated by the Ottoman Empire between 1915 and 1918. And this, as other European countries have already done.

"Today the Armenian genocide is recognized. Justice has been served to the dead. The genocide of your ancestors is still not recognized by our laws," declared Nicolas Sarkozy from the podium in front of more than 150 guests, including parliamentarians from all sides. "You demand this official recognition of the misfortunes of your people. My presence among you is the mark of my complete support for this recognition," continued the ex-president who had already taken a stand in 2011, then at the Élysée, against "religious purges". And to insist again, this Tuesday evening: "Half of a population disappearing in a few months is not a massacre, as History is punctuated by it, it is a genocide, planned and orchestrated. »

***"The government must decide and the President of the Republic must do so"***

Precisely a year ago, senators LR Bruno Retailleau, present in the room, and Valérie Boyer, tabled a proposed resolution for France to recognize this genocide. A text then largely voted on by the upper house. Today, Nicolas Sarkozy, who calls himself a "Christian by training, culture and heart," is urging the French state to go further.

"This resolution which directly challenges the government therefore awaits a response," the former president firmly pointed out. "The Armenian genocide was recognized in 2001, it has been twenty-three years and this long wait has lasted too long. It is time that the equality in death and misfortune of the Armenian and Assyro-Chaldean peoples is finally recognized. The government must pronounce itself and the President of the Republic must do so," said Nicolas Sarkozy, adding that the Assyro-Chaldeans could "count on his support to tell him so".

An "essential" recognition for all Eastern Christians who aspire to regain their lands. "Our duty is to tirelessly defend the right of Christians to live at home," concluded Nicolas Sarkozy, much applauded, calling for "awakening consciences." Before heading to the Élysée where the state dinner was held in honor of the Emir of Qatar.

[Version en français](#)

*Note: In charge of this HRWF project: Nail Beth Kinne, member of the board*